



**ARRETE PORTANT COMPOSITION DU CONSEIL ACADEMIQUE DE
L'UNIVERSITE DES ANTILLES**

LE PRESIDENT

- Vu** le code de l'éducation, notamment les articles L771-9, L771-11 et L771-14 et les articles D719-1 à D719-40 ;
- Vu** les statuts de l'université des Antilles approuvés par le Conseil d'administration du 06 décembre 2024 ;
- Vu** l'arrêté n°2024-1176 en date du 09 octobre 2024 portant composition des deux commissions de la formation et de la vie universitaire de l'université des Antilles ;
- Vu** l'arrêté n°2024-1177 en date du 09 octobre 2024 portant composition des deux commissions de la recherche de l'université des Antilles ;
- Vu** la délibération n°2022-02 du Conseil d'Administration de l'université des Antilles du 14 février 2022 portant élection du Professeur Michel Geoffroy en qualité de Président de l'université des Antilles.

ARRETE

Article 1 : Dispositions générales

L'arrêté n°2024-290 en date du 20 février 2024 portant composition du conseil académique de l'université des Antilles est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 : Composition du conseil académique de l'université des Antilles

La composition du conseil académique de l'université des Antilles est fixée comme suit :

Collèges	Nombre de sièges	Membres
A	14	AURORE Guylène
		CORDEL Nadège
		DANIEL Justin
		DONATIEN Patricia
		DRAME Moustapha
		ELIE-DIT-COSAQUE Christophe
		FLORY Anny
		GASPARD Sarra
		INAMO Jocelyn
		JOSEPH Philippe
		MOPHOU Gisèle
		PELAGE Jeannie
		ROOS Christophe
SOUBDHAN Ted		

B	10	ARAGON FALOMIR Jaime
		DULORMNE Maguy
		FACORAT-GASPARD Brigitte
		GROS-DESORMEAUX Jean-Raphael
		JOACHIM Jean-Louis
		LARGITTE Lucie
		MANYRI Laurent
		PHILIPPON Melody
		ROGERS Dominique
		VACANT
C	4	CORBIN Elsa
		DUBOST Isabelle
		LAWRENCE Génica
		RENE-TROUILLEFOU Malika
D	2	BELLANGER Jean-Pierre
		RAMASSAMY Mickaëlle
E	4	LETIN Grégory
		MARTY AUGUSTIN-LUCILE Gilian
		PLACIDE Patrick
		SIARRAS Patrick
F	2	FAURE Agnes
		NAIGRE Rose-Marie
BIATSS	4	GILLOT Michelle
		JEAN-BAPTISTE Pascale
		MAMES Patricia
		ROUYARD Francky
Doctorants	2	CUIRASSIER Cyrielle (titulaire) HAUTERVILLE Stacy (suppléante)
		RIPPON Carl (titulaire) HATCHI Vanessa (suppléant)

USAGERS	12	APPATORE Enora (titulaire) BARCELO Noam (suppléant)		
		BAJOC Stacey (titulaire)		
		BERGER Anaïs (titulaire)		
		CHATENAY Nora -RIVAUDAY (titulaire) ZIG Jérôme (suppléant)		
		COLONNETTE Allan (titulaire) POINT-CANTERO Tyhiana (supléante)		
		COUFFE Alexy-Kanel' (titulaire) MA Clarisse (supléante)		
		DESIR Melvine (titulaire) LAGUERRE Claudy (suppléant)		
		DESIR Robdan (titulaire)		
		DEROCHE Janice titulaire L'HOMME Mattys (suppléant)		
		EAMILE Nicolas (titulaire) TROMPETTE Thierry (suppléant)		
		FEUILLARD Mathieu (titulaire) ALOPH Aurane (supléante)		
		ROBIN Edwin (titulaire)		
		PERSONNALITES EXTERIEURES	8	BESSADA Catherine
				ERTUS Marc
GANQUI Mohammed				
HO-HIO-HEN Catherine				
LOUVET Sandrine				
OZIER-LAFONTAINE Harry				
VEGA-RUA Anubis				
VACANT				

Article 3 : Dispositions finales

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera porté à la connaissance des tiers en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, enregistré et classé au registre des arrêtés de l'université.

Le présent arrêté est diffusé sur le site intranet de l'université.

En application de l'article L711-8 du code de l'éducation, l'arrêté est communiqué sans délai à Madame la rectrice de région académique Guadeloupe, chancelière des universités.

Pointe-à-Pitre, le 09 octobre 2024
Le Président de l'université des Antilles



Pr. Michel GEOFFROY

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** qu'il vous appartient de m'adresser ;
- soit un **recours contentieux** devant le tribunal administratif ou devant le Conseil d'Etat si vous êtes professeur de l'enseignement supérieur ;

Le recours gracieux peut être fait sans condition de délais.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Toutefois, si vous souhaitez, en cas de rejet du recours gracieux, former un recours contentieux, ce recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai sus-indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite – et donc dans un délai de quatre mois à compter de la date du présent avis – vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.